

L'ÉDUCATION UNE PRIORITÉ NATIONALE

# Cinq propositions pour une meilleure éducation au Québec



Une réflexion des membres de la Centrale  
des syndicats du Québec (CSQ)

# Améliorer l'éducation pour changer **notre** monde

En 1964, la Révolution tranquille franchissait une étape importante avec la création du ministère de l'Éducation du Québec. À l'époque,

**le Québec était l'enfant pauvre du Canada en matière d'éducation. L'instruction était un privilège réservé à une petite portion d'enfants provenant de la classe la mieux nantie.**

Les autres enfants devaient se contenter d'une éducation insuffisante, la majorité d'entre eux n'ayant pas plus qu'une éducation primaire. C'était même pire pour les femmes qui n'avaient pratiquement pas accès aux études supérieures. Ce manque d'instruction a eu des conséquences graves sur le niveau de vie des Québécoises et des Québécois.

## Le « miracle » de l'éducation publique

Tout allait changer avec l'avènement de la Révolution tranquille. La création d'un système d'éducation public, gratuit, accessible et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, la création des cégeps et l'ouverture du réseau des universités du Québec ont été les principaux outils qui ont permis au Québec d'entrer dans la modernité.

L'éducation devenait une priorité nationale et le gouvernement était déterminé à payer le prix nécessaire pour hausser le niveau de scolarité de la population québécoise.

Des milliers de personnes ont été embauchées dans le milieu de l'éducation. Quelques années plus tard, l'éducation publique portait ses fruits. Le niveau de vie de la population québécoise s'améliorait au même rythme que les nouveaux diplômés se multipliaient.

On disait alors : « Qui s'instruit s'enrichit ! ». La preuve en a été faite.

## Une éducation à nouveau fragilisée

Quatre décennies se sont écoulées depuis ce temps et le Québec semble avoir oublié les valeurs qui ont permis au réseau de l'éducation de se déployer. Plus personne ne parle d'égalité des chances et le gouvernement du Québec ne tente plus de combler le retard historique avec les autres provinces canadiennes. Résultat : le Québec dépense actuellement beaucoup moins pour l'éducation que la moyenne canadienne et les conditions de vie des familles sont redevenues le meilleur déterminant de la réussite éducative ou de l'échec scolaire des enfants.

Comment se fait-il que l'école publique, qui a tant fait pour le Québec, soit si décriée ? Comment expliquer que l'éducation publique, qui a permis à la majorité d'entre nous d'améliorer notre sort et de devenir ce que nous sommes, trouve aujourd'hui si peu de défenseurs ? Que faut-il faire pour revaloriser l'éducation et lui redonner les moyens d'offrir une chance égale à toutes et à tous de réussir leurs études ?

## Cinq propositions pour assurer une éducation de qualité

Au cours de la dernière année, la Centrale des syndicats du Québec a mené une vaste consultation auprès du personnel de l'éducation, dans l'ensemble du Québec, afin de faire le point sur la situation de l'éducation québécoise. Près de 15 000 personnes se sont prononcées sur les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour assurer une éducation de qualité pour tous les jeunes et tous les adultes en formation, du préscolaire à l'université. Les résultats de cette vaste consultation ont été réunis dans cinq propositions pour améliorer l'éducation au Québec. Ce sont ces propositions que nous vous présentons dans ce document.

Une des idées maîtresses derrière ces propositions est le sentiment profond que l'éducation au Québec sera meilleure dans la mesure où l'ensemble des acteurs sociaux décideront d'en faire une priorité nationale. Elle pourra alors redevenir un puissant moyen pour toutes et tous de réaliser leur rêve d'un avenir meilleur. À nous d'agir ! Ensemble, redonnons à l'éducation le pouvoir de changer notre monde ! Faisons de l'éducation une priorité nationale !

**Réjean Parent, président**  
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)





# Faire de l'éducation une priorité nationale

**Au fil des ans, la situation de l'éducation au Québec n'a cessé de se dégrader. Il suffit de voir l'état déplorable de certains bâtiments pour s'en rendre compte. Mais il y a plus grave. Le nombre de jeunes qui décrochent demeure trop élevé.**

## Le constat

Au Québec, chaque année, un élève sur quatre abandonne ses études secondaires. À l'éducation des adultes, 40 % des personnes inscrites décrochent en l'absence de soutien convenable. À la formation professionnelle, un élève sur trois abandonne avant d'obtenir son diplôme. Au collégial, près d'un étudiant sur quatre abandonne ses études, alors que c'est un sur cinq à l'université.

Ces échecs individuels reflètent un problème social inquiétant : celui d'une société qui accepte d'abandonner à leur sort un grand nombre de jeunes et d'adultes dont le seul tort est de ne pas apprendre aussi rapidement et aisément que les autres.

Nous ne pouvons pas continuer à fermer les yeux sur ces drames. Nous devons payer tôt ou tard un important coût social si nous continuons de tolérer qu'un si grand nombre de personnes ne parviennent pas à obtenir un premier diplôme. Il n'y a aucune raison pour qu'ils n'y arrivent pas si nous nous donnons les moyens, comme société, de les accompagner sur le chemin de la réussite.

## La solution

Le Québec a démontré par le passé qu'il peut faire d'importants progrès en matière d'éducation lorsqu'il en fait une priorité nationale. Et il doit commencer en investissant dans les services à la petite enfance. Des jeunes et des adultes mieux instruits deviendront des citoyens plus épanouis, plus responsables et en meilleure situation pour contribuer à l'essor et au développement de notre société. Nous avons toutes et tous à y gagner.

## Des actions pour faire de l'éducation une priorité nationale

- Exiger des services de qualité et en quantité suffisante pour la petite enfance.
- Viser l'obtention d'un premier diplôme pour le plus grand nombre.
- Développer la formation continue en formation professionnelle et au réseau collégial.
- Inciter les partis politiques à s'engager à faire de l'éducation un enjeu prioritaire.

# action





# Mettre fin

à la concurrence entre les établissements pour privilégier la coopération

**Une maladie ronge notre système d'éducation depuis quelques années au Québec. Cette maladie s'appelle la concurrence. Elle pousse les établissements dans une course folle les uns contre les autres pour finir parmi les meilleurs. Et pour y arriver, tous les coups sont permis, même abandonner de nombreux jeunes et adultes en cours de route.**

## Le constat

Certaines écoles n'ont plus qu'un seul souci : finir dans les premiers rangs des palmarès, quitte à renier leur propre mission qui est d'instruire, de socialiser et de qualifier. En fait, celles-ci veulent bien instruire... mais seulement les plus doués. Cette concurrence malsaine, enclenchée initialement dans l'enseignement privé, s'est malheureusement étendue dans les écoles publiques qui sélectionnent des élèves pour des projets particuliers.

L'égalité des chances est un objectif de moins en moins partagé. C'est plutôt la réussite des plus performants qui préoccupe. C'est devenu le monde à l'envers. On encourage ceux qui ont tout pour réussir alors qu'on néglige ceux qui en ont le plus besoin.

Les établissements d'enseignement supérieur sont aussi engagés dans cette course aux « clientèles » et aux subventions. Le sous-financement des institutions d'enseignement est un phénomène généralisé, du préscolaire à l'université.

## La solution

**Cette concurrence insensée nuit clairement aux intérêts de l'ensemble de nos jeunes et de nos adultes. Ils ne sont pas une marchandise que l'on s'arrache à des fins budgétaires. Il est urgent d'y mettre fin.**

Le gouvernement du Québec doit investir les sommes nécessaires pour donner à toutes et à tous des chances égales de réussir leurs études, une première étape essentielle pour réussir sa vie. Il est nécessaire de favoriser des projets accessibles à tous sur le modèle des Établissements verts Brundtland (CSQ), par exemple. Il faut également favoriser la constitution d'un véritable réseau de l'éducation, du préscolaire à l'université, qui serait fondé sur la coopération plutôt que sur la concurrence entre les établissements.

## Des actions pour mettre fin à la concurrence malsaine

- Financer adéquatement l'éducation publique, du préscolaire à l'université.
- Abolir progressivement le financement public de l'enseignement privé conditionnellement à l'intégration du personnel au secteur public.
- Permettre l'accès aux projets pédagogiques particuliers à tous les élèves.
- Assurer une offre de formation diversifiée sur l'ensemble du territoire.
- Favoriser une meilleure collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur.

# Assurer de

**L'obtention pour l'ensemble des élèves d'une formation de base de qualité, sanctionnée par un diplôme, doit représenter le grand objectif commun de notre système d'éducation.**

## Le constat

Malgré tous les efforts consentis, on dénombre toujours un jeune sur quatre qui ne parvient pas à obtenir un premier diplôme. Or, on sait que la pauvreté constitue le frein le plus important à la réussite. De plus, le personnel de l'éducation n'a pas les moyens et les ressources nécessaires pour faire face à des besoins de plus en plus criants.

Faut-il pour autant renoncer à atteindre cet idéal ? Certainement pas. Les conséquences, pour ces jeunes qui échouent, sont trop graves. Ils les subiront d'ailleurs toute leur vie. De même, en raison de contraintes financières ou en l'absence de formation dans leur région, bon nombre de jeunes et d'adultes n'ont pas accès aux études supérieures. Il faut donc prendre les moyens nécessaires pour créer des conditions qui aideront nos jeunes à mieux apprendre et qui augmenteront leurs chances de réussir.

## La solution

Comment cela peut-il se faire ? Si l'on veut voir les jeunes réussir en plus grand nombre, il faut mettre fin aux classes surpeuplées, combler le manque de services professionnels et de soutien et cesser l'intégration massive des élèves en difficulté dans les classes ordinaires sans les ressources nécessaires.

Ce sont des conditions essentielles pour améliorer notre système d'éducation public.

meilleures conditions d'apprentissage et de réussite pour tous



## Des actions pour améliorer les chances de réussite pour toutes et tous

- Réclamer des politiques sociales et familiales qui favorisent l'amélioration des conditions de vie des jeunes et des adultes en formation.
- Assurer des services professionnels et de soutien de qualité et en quantité suffisante, du préscolaire à l'université, en passant par l'éducation des adultes et la formation professionnelle et technique ainsi que des services de qualité à la petite enfance.
- Réduire le nombre d'élèves, jeunes et adultes, par classe.
- Revoir l'intégration des élèves en difficulté.
- Assurer l'accessibilité financière et géographique aux études supérieures.



# 4 Améliorer

## les conditions de travail du personnel

**La dégradation constante des conditions de travail du personnel de l'éducation au cours des dernières années a eu des impacts directs sur la qualité de l'éducation.**

### Le constat

Ce n'est pas le fruit du hasard s'il devient de plus en plus difficile de combler divers postes, tant chez le personnel professionnel, de soutien que chez les enseignantes et les enseignants. Le milieu de l'éducation n'apparaît plus aussi attrayant que par le passé pour entreprendre une carrière. En fait, il est même devenu difficile de retenir ceux qui y travaillent déjà.

Pas besoin de chercher midi à quatorze heures pour trouver une explication. La multiplication des emplois précaires, la surcharge de travail, le nombre d'établissements à desservir, une organisation du travail déficiente, des salaires de moins en moins compétitifs sont autant de facteurs expliquant que la relève se fait attendre en éducation pendant que le personnel expérimenté rêve de partir à la retraite plus tôt que prévu.

### La solution

Peut-on continuer d'offrir une éducation de qualité en même temps qu'on laisse se détériorer les conditions de travail de ceux qui sont au cœur de ce système d'éducation ? C'est un non-sens.

Il est évident que l'amélioration de notre système d'éducation public passe directement par une amélioration des conditions de travail du personnel.

## **Des actions pour améliorer les conditions de travail du personnel**

- Adopter des mesures pour favoriser l'attraction, l'insertion professionnelle, le maintien en emploi et de meilleures conditions de fin de carrière.
- Mettre fin à la précarité d'emploi.
- Contrer l'épuisement professionnel.
- Reconnaître l'autonomie professionnelle et l'expertise du personnel de l'éducation dans la prise de décisions affectant la vie des établissements.



# Reconnaître et valoriser le travail du personnel de l'éducation

**Des enquêtes sérieuses démontrent que les personnes travaillant dans le réseau de l'éducation ont l'impression que leur travail est souvent sous-estimé et méconnu. Ce manque de valorisation et de reconnaissance en a conduit plusieurs jusqu'à l'épuisement professionnel.**

## Le constat

On observe également que les critiques de plus en plus nombreuses à l'égard de l'éducation publique ne sont pas sans affecter le personnel de l'éducation. En effet, il est impossible d'exiger de ces personnes qu'elles demeurent indifférentes aux attaques sévères que subit notre système d'éducation puisqu'elles en sont les principales artisanes.

Les membres du personnel de l'éducation ont à cœur leur travail auprès des jeunes et des adultes. Chaque jour, ils multiplient leurs efforts pour assurer la réussite du plus grand nombre. Leurs efforts sont d'autant plus louables qu'ils travaillent en étant bien conscients du manque de moyens et de ressources.

## La solution

Il va donc de soi que la revalorisation de l'éducation publique doit se faire de pair avec une revalorisation du travail des enseignantes et des enseignants, des membres du personnel professionnel et du personnel de soutien.

## Des actions pour reconnaître et valoriser le travail du personnel de l'éducation

- Faire connaître le travail du personnel de l'éducation auprès des parents et de la population et favoriser l'émergence d'une vision positive des métiers et des professions de l'éducation.
- Recréer la confiance envers le personnel de l'éducation et la fierté chez celui-ci.
- Remettre au cœur des décisions les véritables experts de l'éducation, c'est-à-dire le personnel.



# action

# L'éducation une priorité nationale\*

97%

des Québécois estiment que le gouvernement devrait faire de la lutte au décrochage scolaire une priorité.

80%

des Québécois croient qu'on devrait limiter à 20 le nombre d'enfants par classe au primaire.

96%

des Québécois souhaitent qu'on améliore l'accessibilité des adultes à la formation professionnelle et technique.

93%

des Québécois jugent que le gouvernement devrait investir davantage en éducation.

92%

des Québécois sont favorables à un investissement supérieur dans les cégeps et les universités.

\* Selon un sondage CROP réalisé du 16 au 26 octobre 2008

Pour plus d'informations : [www.campagneeducation.csq.qc.net](http://www.campagneeducation.csq.qc.net)